



Académie de l'Eau



PROJET DE REFLEXION METHODOLOGIQUE
« EAU, ASSAINISSEMENT ET URGENCE »

(Projet EAU – phase 1)

SYNTHESE BIBLIOGRAPHIQUE

Julie Patinet
François Grünewald
septembre 2008



Groupe URD- La Fontaine des Marins- 26 170 Plaisians- France
Tel : 00 33 (0)4 75 28 29 35
<http://www.urd.org>

SOMMAIRE

LISTE DES ABREVIATIONS/ACRONYMES	2
INTRODUCTION	3
1. METHODOLOGIE	4
1.1. RAPPEL GENERAL.....	4
1.2. ELABORATION D'UNE GRILLE DE LECTURE « DE DEMARRAGE »	4
1.3. COLLECTE DE LA « LITTERATURE GRISE » NON PUBLIEE	4
1.4. ANALYSE DES OUVRAGES « DE FOND », EVALUATIONS ET REALISATION DE FICHES DE LECTURE	5
2. DE LA NECESSAIRE PRISE EN COMPTE ET ANALYSE DES CONTEXTES	5
2.1. REFLECHIR AU « CAS PAR CAS »	5
2.2. LES PROBLEMES SPECIFIQUES A CERTAINS CONTEXTES.....	6
2.2.1. <i>Densités fortes</i>	6
2.2.2. <i>Contextes mouvants</i>	7
2.2.3. <i>Contextes arides</i>	7
2.3. ENJEU DE LA NECESSAIRE PRISE EN COMPTE DES ASPECTS POLITIQUES, SOCIOLOGIQUES, ECONOMIQUES ET FINANCIERS POUR GUIDER L' ACTION	7
2.3.1. <i>Aspects politiques</i>	7
2.3.2. <i>Aspects sociologiques</i>	7
2.3.3. <i>Aspects économiques et financiers</i>	8
3. LES QUESTIONS TRANSVERSALES	8
3.1. PARTICIPATION DES POPULATIONS AFFECTEES.....	8
3.2. FAIRE LE LIEN ENTRE URGENCE ET DEVELOPPEMENT.....	9
3.2.1. <i>Décloisonner les acteurs</i>	9
3.2.2. <i>Penser dans l'urgence : les stratégies de désengagement</i>	9
3.2.2.1. Le recouvrement des coûts, les futurs coûts récurrents.....	9
3.2.2.2. Éviter « l'enlèvement ».....	10
3.2.2.3. Pour une analyse en continu de la crise et son contexte.....	10
3.3. LE FONCIER ET L' ACCES A L'EAU POTABLE ; DROIT TRADITIONNEL DE L'EAU	10
3.4. QUESTION DES STANDARDS, NORMES ET INDICATEURS – QUALITE.....	10
3.5. APPROCHE GENRE	11
3.6. LIEN AVEC LES POLITIQUES PUBLIQUES ET LES AUTORITES NATIONALES ET LOCALES	11
3.7. PREPARATION/PREVENTION A L'URGENCE	12
3.7.1. <i>Les stratégies développées par les acteurs</i>	12
3.7.2. <i>Les pistes à explorer</i>	13
3.8. HUMANITAIRES/MILITAIRES	13
4. LES QUESTIONS OPERATIONNELLES ET TECHNIQUES	13
4.1. DES OUTILS DISPONIBLES A DEVELOPPER ?.....	13
4.1.1. <i>Cartographie, GIS et GPS</i>	13
4.1.2. <i>Outils de diversification de la ressource en eau</i>	13
4.1.3. <i>Outils de traitement de l'eau destinée à la boisson</i>	14
4.1.4. <i>Outils d'assainissement du milieu</i>	14
4.2. INNOVATIONS TECHNIQUES RECENTES.....	14
4.2.1. <i>Concept « Aquasure »</i>	14
4.2.2. <i>Projet « casques rouges »</i>	14
4.2.3. <i>Projet « NAIADE »</i>	15
4.3. BESOINS D'INNOVATIONS TECHNIQUES.....	15
4.3.1. <i>Traitement de l'eau à l'échelle familiale</i>	15
4.3.2. <i>Construction de latrines : une lacune technique à combler</i>	15
4.3.3. <i>Contexte de pollution des aquifères</i>	16



5. L'INTERSECTORIALITE.....	16
5.1. SANTE ET WATSAN	16
5.2. ENVIRONNEMENT, ECONOMIE, AGRICULTURE ET WATSAN	16
6. LES DEFIS A RELEVER.....	17
6.1. « REHABILITER » L'ASSAINISSEMENT	17
6.2. AMELIORER LES DIAGNOSTICS INITIAUX	17
6.3. CONCILIER URBANISME ET WATSAN	17
6.4. PRENDRE EN COMPTE L'ENVIRONNEMENT	18
6.5. AMELIORER LA COORDINATION ENTRE LES ACTEURS.....	19
6.6. MIEUX PRENDRE EN COMPTE LA CULTURE ET LES PRATIQUES LOCALES.....	19
6.7. REFLECHIR A LA COOPERATION AVEC LE SECTEUR PRIVE	19
CONCLUSION.....	21
REMARQUES GENERALES	21
ZONES D'OMBRES ET PISTES DE REFLEXION A « CREUSER »	21
1/ l'analyse des contextes	21
2/ La capacité disponible et l'offre de réponse	21
3/ Les stratégies d'action humanitaire	21
LRRD.....	21
Participation.....	22
Choix de l'insertion institutionnelle.....	22
Echelle d'intervention : approche familiale/communautaire.....	22
Gestion des excréta.....	22
4/ les facteurs de risque	22
L'environnement.....	22
5/ La mise en œuvre	22
Standards et qualité	22
Genre.....	22
Coordination entre acteurs, avec les autorités	23
Gestion des excréta.....	23
Collaboration avec le secteur privé	23
6/gestion de l'expérience.....	23
ANNEXE 1 : GRILLE OPERATIONNELLE D'ANALYSE DES CONTEXTES.....	24
ANNEXE 2 : ORGANISATIONS ET ACTEURS CONTACTES AVEC LEUR SITE WEB.....	25
ORGANISATIONS PRESENTIES POUR LES INTERVIEWS :	25
AUTRES RESSOURCES WEB :	26
ANNEXE 3 : BIBLIOGRAPHIE	31
OUVRAGE DE METHODOLOGIE.....	31
OUVRAGES « WATSAN » DISPONIBLES AU CENTRE DE DOCUMENTATION DU GROUPE URD:	31
OUVRAGES RECENSES DANS WINISIS (MOTEUR DE RECHERCHE DU RESEAU RITIMO):	31
OUVRAGES NON RECENSES DANS RITIMO	32
CdROM.....	34
CENTRE DE DOCUMENTATION RESEAU RITIMO (RECENSES DANS WINISIS) :	36
CENTRE DE DOCUMENTATION CICR.....	37
EVALUATIONS.....	38
SPECIFIQUE EVALUATIONS.....	38
MOTEUR DE RECHERCHE TYPE GOOGLE	39

Liste des abréviations/acronymes

ACF	Action Contre la Faim
ALNAP	Active learning network for accountability and performance in humanitarian action
CICR	Comité International de la Croix Rouge
Cluster WASH	Cluster des Nations Unis "Water Sanitation and Hygiene"
DAH	Delegation à l'Action Humanitaire
ECHO	European Community Humanitarian aid Office
GPS	Global Positionning System
IRD	Institut de recherche pour le développement
LRRD	Linking Relief Rehabilitation and Developpement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PHAST	Participatory Hygiene and Sanitation Transformation
PRA	Participatory Rural Appraisal
RedR	Engineers for Disaster Relief
SARAR	Self-esteem, Associative strength, Resourcefulness, Action planning, and Responsibility for follow-through
SPHERE	Humanitarian Charter and Minimum <i>Standards</i> in Disaster Response
TEC	Tsunami Coalition
UNHCR	Agence des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance; United Nations Children's Fund
WATSAN	Water and Sanitation

INTRODUCTION

En perspective du 5ème Forum Mondial de l'Eau qui se tiendra en mars 2009 à Istanbul, le Groupe URD a été mandaté par l'Académie de l'eau pour réaliser une capitalisation d'expériences sur le thème de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les populations en situation de crise. Ce projet, intitulé EAU - Eau, Assainissement et Urgence - sollicitera toutes les organisations humanitaires œuvrant dans ce domaine.

Ce mémoire est une « Réflexion méthodologique sur l'approvisionnement en eau potable et l'accès à l'assainissement des populations en situation de crise. » La situation de crise recouvrant « les catastrophes naturelles ou technologiques, conflits armés ou troubles intérieurs. »

Le présent travail n'est pas un nouveau guide inventoriant les pratiques, réponses et outils disponibles. Il ne s'agit aucunement de faire un manuel tel que ceux publiés par Oxfam, ACF, le CICR, l'UNHCR, l'OMS, le RedR ou le WEDC¹, qui sont bien faits et complets, ni un Cdrom « boîte à outils » tel que ceux de l'UNICEF, du Cluster WASH, de ECHO, de l'OMS...

Au-delà des réponses techniques, l'objectif ici consiste à repérer les questions de fond, à identifier les « zones d'ombre », c'est-à-dire les thèmes pertinents non couverts dans la littérature. Le présent travail se définit comme étant une **réflexion méthodologique** : le groupe URD se positionne non pas sur les réponses à apporter, mais sur les **questions à se poser**. L'ambition est de faire émerger les grandes interrogations sur ce thème.

Le terme « **assainissement** », central dans cette étude, a été pris dans son acception minimale puisque c'est ainsi que l'entendent la plupart des auteurs. Ce terme recouvre la gestion des excréta, des eaux usées, des déchets, ainsi que le drainage.

Ce terme ne comprend donc pas la **promotion de l'hygiène et les aspects sanitaires de santé publique** (gestion des cadavres, prévention et lutte contre les épidémies, ...). Il convient cependant de noter que cette composante « sanitaire » est essentielle en termes d'impact dans les programmes dits « WatSan² ». C'est la raison pour laquelle certaines ONG telle ACF International ou le cluster éponyme des Nations Unies utilisent désormais l'acronyme « WASH » : Water Sanitation and Hygiene.

Les programmes « watsan-urgence » ne commencent en réalité, pour des raisons logistiques, quasiment jamais dans les premiers jours de l'urgence. L'accès à l'eau étant une question de survie, des mécanismes locaux de réponse et de solidarité se mettent en place spontanément dans les premiers jours de l'urgence. L'objectif des programmes « watsan-urgence » est donc bien de réduire le risque sanitaire et l'impact des maladies hydriques et liées à l'eau, plutôt que de fournir celle-ci.

Il serait d'ailleurs intéressant de creuser les différences de sens et de contenus des termes « **assainissement** » et « **sanitation** ». Certains auteurs de rapports de terrain traduisent « water and sanitation » par « eau et hygiène », ce qui reste tout à fait marginal, mais éclairant.

De nombreuses méthodes de promotion de l'hygiène existent. On peut ainsi citer PRA et SARAR, consultables sur le site de la Banque Mondiale, ainsi que PHAST développée par l'OMS (basée sur SARAR, elle s'adresse à un petit nombre de personnes). Ces guides et standards de sensibilisation à l'hygiène semblent lourds à mettre en œuvre et paraissent plus appropriés aux programmes de développement qu'à ceux d'urgence.

¹ Liste non exhaustive !

² Water and Sanitation (eau et assainissement)

Une première interrogation peut être soulevée : existe-il vraiment un guideline de promotion de l'hygiène adapté à l'urgence ?

En préalable, il est important de souligner que la réponse au problème d'approvisionnement en eau ne peut être apportée sans la prise en compte des éléments liés à l'assainissement, et réciproquement.

Pour concentrer le travail sur quelque chose de très opérationnel, la question du **droit à l'eau** ne sera pas traitée. De même, l'**analyse historique** des sources ne sera pas systématiquement faite³.

1. METHODOLOGIE

1.1. Rappel général

L'étude se déroule en deux phases. La première phase a fait l'objet d'une convention établie le 26 juin 2008. Elle consiste en une recherche et synthèse bibliographique afin de dresser un état des lieux et de capitaliser sur l'existant. « L'existant » peut se diviser en deux grandes catégories :

- la littérature publiée ou accessible directement (web...)
- les rapports de mission et évaluations collectés directement auprès des acteurs du secteur, afin de capitaliser sur la littérature « grise » non publiée, pour tirer parti des problèmes et échecs rencontrés, et valoriser les réussites.

La seconde phase, qui démarrerait en octobre 2008, sera un temps d'enquêtes auprès d'acteurs clefs pour éclaircir les « zones d'ombre » identifiées lors de la première phase.

1.2. Elaboration d'une grille de lecture « de démarrage »

Ce travail de capitalisation d'expérience se donnant pour objectif de "balayer" le plus largement possible toute la littérature (de fond et de terrain) dans une première phase, afin d'identifier quelles sont les problématiques clefs qui se dégagent, une grille de lecture volontairement ouverte (afin de ne pas resserrer le sujet trop tôt) a été utilisée.

Voir annexe 1.

La grille a pour objectif de croiser l'analyse des contextes (en colonne : urbain, rural, type de crise) avec 10 grandes questions transversales de l'humanitaire (en ligne : lien Urgence/Développement, participation des populations, innovations, disaster preparedness, ...) sur un corpus thématique « watsan ».

1.3. Collecte de la « littérature grise » non publiée

Plus de soixante personnes au sein des organisations « clefs », (ainsi que quelques autres organismes et des participants aux réunions de l'Académie de l'Eau sur ce sujet qui ne font pas déjà partie des listings précédents) ont été contactées. Le **taux de réponse** est **faible**, ce qui peut éventuellement s'expliquer en partie par la période de congé, et en partie aussi par le fait que ce type de source (évaluation non publiée de projet) se diffuse peu, pour des raisons déontologiques.

Voir annexe 2

³ Par exemple : seule la dernière version de SPHERE a été étudiée.

1.4. Analyse des ouvrages « de fond », évaluations et réalisation de fiches de lecture

Un **ouvrage de fond** peut se définir comme un ouvrage cité très souvent en annexe bibliographique (même s'il existe un risque de survalorisation), un ouvrage dont le propos conserve toute son actualité, et un ouvrage dont l'approche tend souvent à être multidisciplinaire. Concrètement, dans le cadre de cette mission EAU, il s'agit principalement de guides et manuels opérationnels.

De nombreuses **évaluations** sont disponibles au centre de documentation du groupe URD, en particulier celles concernant les projets financés par ECHO. D'autres évaluations ont été collectées auprès d'acteurs référents en matière d'eau et assainissement, mais finalement assez peu. Il est à noter que certaines personnes ont cependant « joué le jeu » en permettant la consultation de rapports internes ou confidentiels. Ces rapports ne sont donc pas cités en annexe bibliographique.

Par ailleurs le **cluster WASH** a lancé cet été une **enquête (via internet) ayant pour but d'identifier les principales lacunes de capacité dans le secteur WATSAN** en situation d'urgence. Le cluster part de l'hypothèse selon laquelle l'une des plus grande contraintes réside dans la **disponibilité de personnel compétent** ; le questionnaire tourne autour de cette problématique.

2. DE LA NECESSAIRE PRISE EN COMPTE ET ANALYSE DES CONTEXTES

2.1. Réfléchir au « cas par cas »

Un triple constat s'impose d'entrée de jeu :

- La plupart de la littérature publiée, les ouvrages de fond, ont tendance à généraliser, à gommer les spécificités propres à chaque contexte
- Les pratiques et outils disponibles font consensus, avec peu d'évolution finalement depuis quelques années
- De nombreuses réponses « watsan » aux crises n'ont pas un impact très significatif, du fait de leur inadaptation au contexte (c'est ce qui ressort a posteriori)

D'où le questionnement suivant :

Une palette d'outils, de méthodes prêtes à l'emploi, de savoirs et savoir-faire sont disponibles dans les guides et manuels : seule une analyse fine du contexte permet de comprendre quels sont ceux qui seront le plus adaptés dans une situation donnée.

Comment mieux prendre en compte le contexte en réponse d'urgence ?

Comment dépasser ce dilemme classique, qui consisterait à devoir choisir entre la rapidité (intervenir le plus vite possible) et la qualité (analyse du contexte, évaluation des besoins, diagnostics initiaux sont des exercices qui demandent du temps).

Plusieurs pistes de réflexion se dégagent d'ores-et-déjà autour des thèmes suivants :

- la réalisation des diagnostics initiaux en plusieurs phases, de façon itérative, en allant vers toujours plus de finesse
- la participation des populations affectées
- la préparation à l'urgence, à travers par exemple la formation d'équipes locales

L'analyse des contextes nécessite à la fois d'avoir accès aux macro-données et macro-informations sur la zone touchée (climat, hydrogéologie, variations saisonnières, pratiques sociales, ...) mais également à des informations très localisées, spécifiques.

Trois grands types de contextes se distinguent : urbain, rural, camp de déplacés ou réfugiés ; ces contextes se déclinent également selon le niveau de développement de la zone considérée.

L'analyse du type de crise est également indispensable pour pouvoir adapter la réponse. Bien entendu il convient de préciser que toute typologie reste nécessairement théorique, tant les réalités sont complexes, empruntant simultanément des éléments à plusieurs types de crises, y compris toutes les incertitudes sur leur nature, leur issue. Trois grands types de crise se distinguent : crise à dynamique rapide, crise à dynamique lente, crises durables (avec des pics récurrents).

Grille descriptive de la diversité des situations :

		crises à dynamique rapide	crises à dynamique lente	crises durables (+2ans)
contextes "développés" au Sud	urbain			
	rural			
	camps			
contextes "sous-développés"	urbain			
	rural			
	camps			

Ces grandes distinctions de types de contexte et de crise ne dispensent pas d'une analyse fine au cas par cas, et s'étoffent inévitablement dès qu'on se confronte à la réalité.

A noter, entre autres, le Model Guidelines rédigé par AguaConsult et commandé par la DG ECHO, qui passe en revue les différents types d'urgence, décrivant leurs effets sur les infrastructures WATSAN et listant les bonnes pratiques pour les réponses à apporter selon le contexte ; le guide répertorie de façon très opérationnelle les outils développés par les différents acteurs et disponibles en cas de crise.

L'expérience montre qu'il faut se méfier des réponses toutes faites, des recettes prêtes à l'emploi. Elles sont très utiles et ont le mérite d'exister, mais il faut savoir les utiliser à bon escient, et ne pas exclure l'hypothèse selon laquelle pour telle situation la « bonne » réponse reste à inventer. Il est fondamental de réfléchir au cas par cas, certes en utilisant tous les outils disponibles. Cette mise en garde étant établie, des difficultés récurrentes propres à certains contextes apparaissent néanmoins.

2.2. Les problèmes spécifiques à certains contextes

2.2.1. Densités fortes

-Gestion des déchets, notamment spéciaux en contexte urbain ou dans les camps de déplacés et réfugiés

-Accès aux infrastructures d'eau et assainissement dans les contextes urbains : complexité des contextes, alliée au manque de compétences des humanitaires par rapport à ces problèmes techniques spécifiquement urbains

-Dans les grandes villes des Etats fragiles, problèmes de commercialisation, faible taux de recouvrement des services d'eau potable

-Le travail en contexte urbain serait plus difficile, car la mobilité y est plus grande et parce que le sens de la « communauté » (le sentiment d'appartenance à un territoire et à ses structures

sociales) y est moins développé. Or la mobilisation sociale, basée sur les structures communautaires est un élément essentiel pour la réussite des projets « watsan ».

2.2.2. Contextes mouvants

-Manque de mobilité, difficulté à se déplacer vite, à s'adapter rapidement aux contextes changeants, à suivre par exemple les déplacements de camps de réfugiés

2.2.3. Contextes arides

- Disponibilité/rareté de la ressource

-Problématique des nomades/pastoralistes sur laquelle les humanitaires peinent à se positionner

2.3. La nécessaire prise en compte des aspects politiques, sociologiques, économiques et financiers pour guider l'action

La contrainte « temps » dans les situations d'urgence ou de crise a souvent tendance à se traduire par des réponses techniques opérationnelles tout de suite, qui n'ont pas pris en compte les autres aspects, pourtant souvent gage de durabilité.

2.3.1. Aspects politiques

A titre d'illustration, une récente étude du groupe URD au Tchad suggère aux acteurs humanitaires actifs dans le secteur de l'eau de se rapprocher de la Direction de l'Hydraulique qui semble posséder une vraie expertise. De plus, plusieurs études géologiques et hydrogéologiques de qualité ont déjà été réalisées.

Le Tchad est un Etat souverain qui dispose d'un Ministère pour traiter des questions d'eau. Le pays dispose ainsi, chose rare dans ce type de contexte, d'un **Code de l'Eau** et d'un **Schéma Directeur**. Ces deux documents fondamentaux ne sont aujourd'hui pas pris en compte de façon structurée et systématique par les acteurs humanitaires.

2.3.2. Aspects sociologiques

Les exemples sont nombreux d'infrastructures construites dans l'urgence, qui sont abandonnées par les populations, faute d'adaptation à leurs pratiques sociales, culturelles ou religieuses. On peut prendre l'exemple des salles de bain construites à l'intérieur des habitations dans certaines régions affectées par le Tsunami, et qui ne sont pas utilisées, ou bien encore celui de latrines inutilisées car construites face à La Mecque dans des secteurs où la religion musulmane est très prégnante.

Prendre l'habitude de se poser quelques questions simples au moment de l'élaboration des stratégies d'intervention permettrait d'éviter les mauvaises surprises. Par exemple, en matière de construction de latrine, les questions seraient⁴ :

- A quoi ressemblent les toilettes traditionnelles de la population?
- Comment les personnes ont-elles l'habitude de se nettoyer ?
- Quelles coutumes culturelles, sociales ou religieuses pourraient avoir une influence sur la construction des latrines ?
- Faut-il prévoir des latrines séparées pour les hommes et pour les femmes?
- Faut-il construire les latrines dans une certaine direction pour des raisons religieuses ?
- Y a-t-il des emplacements tabous ?

⁴ Source: site web MSF: <http://www.msf.ch/Latrines.256.0.html>

2.3.3. Aspects économiques et financiers

La réponse technique la plus adaptée au contexte ne sera pas nécessairement la moins chère en termes de coût récurrent pour les bénéficiaires. Ce paramètre mérite réflexion. Les aspects économiques et financiers ne doivent pas être envisagés uniquement en termes d'investissement initial, mais également voire surtout dans la durée.

Les acteurs locaux auront-ils la capacité économique et financière de s'approprier et d'entretenir les installations ?

La plupart des ONG sont conscientes de la nécessaire prise en compte croisée de différents facteurs, car des recommandations explicites en la matière sont faites dans leurs documents internes et leurs publications externes. Les guides méthodologiques et manuels de terrain attirent également l'attention sur l'importance de ces facteurs. Comment peut-on expliquer dès lors la persistance de réponses non adaptées ?

Il est nécessaire de croiser ces aspects politiques, sociaux, économiques et financiers avec les contraintes/opportunités du milieu naturel, afin de déterminer la meilleure réponse. Enfin, en termes de méthode, il s'agit de comparer tous ces éléments aux outils décrits dans les guides, qui nourrissent bien la réflexion. L'analyse du contexte ne se résume pas au contexte physique : le contexte doit être envisagé dans toutes ces dimensions humaines également.

3. LES QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1. *Participation des populations affectées*

La participation des populations affectées par une crise est un **thème dont on parle de plus en plus**. Les guides soulignent unanimement que :

- même si dans l'urgence aigue, l'objectif n°1 consiste à sauver des vies, cela ne doit pas diminuer **l'importance de la participation**, surtout quand la situation se stabilise
- il n'y a participation que si les **populations affectées prennent activement part aux décisions, aux planifications et stratégies**
- la participation des communautés est un **élément clef pour la réussite des programmes d'urgence**

Très souvent participation et promotion de l'hygiène sont associées ; participation et « disaster preparedness » le sont également.

Le constat selon lequel les **installations sanitaires seront effectivement utilisées** et plus susceptibles d'être **entretenu** (donc plus durables) **si les usagers ont le sentiment d'en être « propriétaires »** est également unanimement partagé ; ce qui souligne l'importance de faire participer les futurs usagers tant au niveau de la conception que de la construction.

Cependant il convient d'être prudent au sujet de ce sentiment d'appropriation, en particulier dans des réponses d'urgence de nature temporaire. Comment alors faire participer les populations, concevoir avec elles des installations qui seront utilisées seulement pour un temps court ?

Le chapitre 9 du manuel du praticien « La Participation des Populations affectées par les crises dans l'Action Humanitaire », publié en 2003 par ALNAP⁵ est consacré à la participation dans les programmes d'eau et d'installations sanitaires. Il propose méthodes, conseils et mises en garde pour ancrer la participation des populations à toutes les étapes d'un programme watsan.

5 Active Learning Network for accountability and performance in humanitarian action

Une méthode facilitant la participation citée par l'OMS consiste à **repérer les organisations informelles**, aussi bien en contexte urbain que rural.

Pourtant, la **participation continue de soulever de grandes interrogations pratiques**. Les exemples restent trop nombreux de **réponses apportées non adaptées culturellement**⁶.

Le cas des camps au Tchad où l'eau potable (produite difficilement dans ce contexte !) est gaspillée d'une part et utilisée pour des usages ne nécessitant pas la potabilité (abreuvement du bétail, construction, arrosage) laisse perplexe⁷ : une meilleure participation ne permettrait-elle pas de prendre en compte le caractère multi-usage de l'eau ?

Faire réellement participer les populations permet notamment de répondre à l'impératif cité au chapitre précédent d'analyse du contexte au cas par cas.

Quels sont les obstacles, les facteurs limitant, rendant si difficile l'application pratique des méthodes de participation décrites dans les manuels ? Est-ce un problème de savoir-faire des personnels, non formés à l'approche participative ? S'agit-il de cette difficulté intrinsèque au temps de l'urgence, selon laquelle dans certaines situations les réponses doivent absolument rester temporaires ?

3.2. Faire le lien entre Urgence et Développement

Il est relativement difficile d'isoler la thématique LRRD, tant elle reste d'actualité et prégnante dans les autres questions transversales.

Le manque de lien entre urgence et développement semble particulièrement tenace dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

3.2.1. Décloisonner les acteurs

Les acteurs de l'Urgence et du Développement travaillent en parallèle avec des logiques différentes. Un véritable hiatus institutionnel en termes de partenariat et de financement entre l'urgence et le développement demeure aujourd'hui, or cette phase intermédiaire est fondamentale. Des formules de partenariat tripartites bailleur-ONG-autorités locales resteraient à inventer et concrétiser.

Comment faire pour concrétiser, de façon systématique, **un meilleur partage de la connaissance** ?

3.2.2. Penser dans l'urgence : les stratégies de désengagement

La plupart des acteurs de l'urgence sont attentifs à ne pas aller trop loin dans la construction d'infrastructures, à ne jamais remplacer les systèmes locaux de service des eaux, à privilégier les systèmes légers qui sont faciles à désengager. Cela ne veut pas dire que leur mandat cesse une fois la phase d'urgence terminée : l'accompagnement dans la durée est nécessaire, pour passer de l'urgence au durable.

Une stratégie de désengagement doit permettre d'adapter les exigences techniques aux possibilités de réappropriation par les populations, gage de durabilité.

3.2.2.1. Le recouvrement des coûts, les futurs coûts récurrents

La question du recouvrement des coûts sous-entend celle de la pérennité des installations construites durant la phase d'urgence. Il semblerait qu'elle ne soit pas toujours posée.

⁶ Exemple : dans les projets suite au Tsunami, toilettes et douches ont été incluses à l'intérieur des maisons reconstruites, ce qui n'est pas adapté culturellement ; ces installations ne sont pas utilisées

⁷ Rapport technique Tchad, groupe URD mai 2008

Ainsi il arrive que des solutions techniques de qualité soient abandonnées par les populations une fois la phase d'urgence terminée, à cause des coûts d'entretien trop élevés. Parfois, il vaut mieux privilégier des équipements plus rudimentaires, mais qui seront parfaitement appropriés, gérés et entretenus.

3.2.2.2. Éviter « l'enlèvement »

L'exemple des camps toujours approvisionnés en eau par camion après plus de quatre ans illustre la difficulté de sortir des solutions adoptées en première instance, même quand les solutions retenues ne sont que temporaires.

3.2.2.3. Pour une analyse en continu de la crise et son contexte

La transition entre Urgence et crise durable doit être mieux prise en compte : souvent la réponse humanitaire d'urgence est bonne, mais le **passage à l'accompagnement d'une crise durable reste faible voire inexistant**. Il est alors nécessaire de changer de paradigme, afin de migrer vers des technologies moins coûteuses une fois la phase de première urgence passée.

L'expérience montre que ce n'est pas l'analyse, ou la prise de conscience du « fossé » entre logiques d'Urgence et logiques de Développement qui fait défaut, mais plutôt la mise en œuvre des recommandations logiques qui en découlent : comment faciliter la traduction en actes de ces prises de conscience collectives ?

3.3. Le foncier et l'accès à l'eau potable ; droit traditionnel de l'eau

La question du droit traditionnel de l'eau n'est ni traitée dans les manuels et guides de références, ni dans les évaluations consultées. Pourtant c'est une question qui semble incontournable, s'agissant de l'accès à l'eau dans les situations de crise en pays « du Sud ».

3.4. Question des standards, normes et indicateurs – qualité

L'ensemble du corpus tend à souligner unanimement, avec plus ou moins de vigueur, la nécessité de se référer au contexte local, aux normes nationales, de chaque situation. Les principaux standards connus, comparés et utilisés sont ceux de l'OMS, du projet SPHERE et de l'UNHCR. Les standards SPHERE sont largement reconnus et appliqués en WATSAN emergency. Le fait que les besoins et les standards évoluent avec le temps après une catastrophe est consensuel également. Selon ECHO, les standards ne doivent pas être rigides.

Une autre approche intéressante mérite d'être soulignée : se basant sur SPHERE⁸, les auteurs du WEDC⁹ (in Emergency Sanitation) ont approfondi l'analyse des standards minimum, éclatant la réflexion en 3 phases (objectifs immédiats, objectifs court-terme, objectifs long-terme), et insistant sur l'importance du contexte et des conditions locales. Les auteurs soulignent également la nécessité de l'approche participative avec les populations, afin de déterminer si tels indicateurs sont appropriés ou pas, et de les réajuster le cas échéant

Dans la pratique, il existe néanmoins une polémique sur l'utilité des standards, sur leur application. Ne risquent-ils pas dans de nombreux cas de tuer une certaine forme de réflexion autour des besoins réels de la population et de la manière d'y répondre ? On en revient toujours à la nécessaire analyse fine du contexte local, aussi bien en termes d'habitudes sociales et culturelles des populations affectées, que de celles des populations hôtes en cas de déplacement, qu'en termes de conditions sanitaires particulière dues à la crise.

⁸ Humanitarian Charter and Minimum Standards in Disaster Response

⁹ Water Engineering Development Centre

Plusieurs auteurs concluent du débat que SPHERE et autres standards seraient surtout appropriés et nécessaires pour les réponses aux crises soudaines, aux urgences. Au contraire d'autres évaluateurs, notamment ceux de la TEC¹⁰ et de nombreuses évaluations sur des catastrophes à dynamiques rapides pensent que les standards sont irréalistes (inatteignables) et contre-productifs dans la phase d'urgence extrême.

Comment éviter de se laisser enfermer dans des standards et indicateurs inadaptés et stériles ? Faut-il repenser les méthodes d'évaluation des besoins totalement en dehors des standards, sans les utiliser ? Comment utiliser les standards pour pouvoir répondre aux besoins réels de la population, de façon stratégique et durable ?

3.5. Approche genre

Selon le guide AguaConsult commandé par ECHO, les inégalités structurelles de genre doivent être évaluées et prise en compte dans les interventions d'urgence watsan.

Selon la plupart des manuels, une attention particulière doit être faite au rôle d'une part (responsable de l'hygiène et éducation des enfants, perception plus juste en général de l'incidence de l'assainissement sur la santé et donc rôle de promotion active,...) et aux besoins spécifiques des femmes d'autre part (culturellement non admises dans des équipements collectifs ou simplement à l'extérieur du foyer, risques de violences sexuelles lors de l'accès à des latrines isolées ou sans éclairage, ...); il semble indispensable que les femmes soient associées aux programmes d'hygiène, dans les contextes de camps notamment, sous peine de leur échec.

Selon certains acteurs, cette approche ne semble pas pertinente, car dans de tels contextes de crise, c'est toute une population qui est fragilisée; il semblerait illusoire et contre-productif de travailler sur des publics spécifiques vulnérables, vu l'ampleur des besoins.

Plusieurs évaluations insistent sur les besoins spécifiques des femmes, notamment à la période des menstrues, car ces besoins sont très rarement pris en compte par les programmes WATSAN (y compris dans les programmes de développement !)¹¹. Or l'impact sur la santé est majeur : le lavage et le séchage des chiffons doit pouvoir se faire dans des conditions acceptables d'hygiène (eau et savon indispensable, avec un espace pour le séchage). Les facteurs socioculturels et religieux sont ici particulièrement essentiels.

L'approche genre est-elle théorique ? Est-ce réaliste dans la pratique ? Dans quels contextes spécifiques l'approche genre est-elle pertinente ? Dans quels cas ne l'est-elle pas ?

3.6. Lien avec les politiques publiques et les autorités nationales et locales

Les humanitaires reconnaissent que c'est avant tout aux Etats qu'incombent la tâche et la responsabilité de fournir une assistance à leurs ressortissants affectés par une crise. L'aide humanitaire internationale ne devrait intervenir qu'à la demande des autorités, qui se trouveraient dépassées par l'ampleur de la crise.

L'idée selon laquelle **toutes les activités devraient être coordonnées avec les autorités nationales et locales**, même si dans certaines crises, elles sont surpassées et peu utiles, est consensuelle. Associer les autorités a pu permettre par exemple d'obtenir des dérogations aux systèmes de marchés publics locaux afin de gagner en souplesse et réactivité dans les situations d'urgence.

De façon générale, il existe un véritable **plaidoyer pour un meilleur partage des connaissances, une coordination et une coopération permanente entre tous les acteurs** (ONG d'urgence, de développement, populations affectées, communautés hôtes en cas de déplacement, autorités locales, ...), afin d'éviter duplications, tensions...

¹⁰ Tsunami Evaluation Coalition

¹¹ Voir à ce sujet l'article d'avril 2008 sur le site web de Sources Nouvelles relatant un programme WATSAN au Bangladesh attentif aux besoins spécifique : <http://www2.irc.nl/source/lqfr/item.php/7756>

Dans de nombreux cas **malheureusement, les ONG travaillent seules**, risquant ainsi d'aller à l'encontre des politiques locales de planification et de développement. Il faut anticiper également la transmission des infrastructures créées pendant l'urgence. Par exemple, quelle est la durabilité d'un programme visant à équiper une zone sinistrée en fosses septiques incluant la fourniture de pompes de vidange, alors que la municipalité ne dispose pas des moyens humains et financiers suffisants pour avoir un service technique de vidange des fosses, et encore moins d'exutoire pour les effluents pompés ?

Lorsque les autorités n'ont pas la capacité¹² de gérer le système d'approvisionnement en eau potable ou assainissement, la **gestion des infrastructures à une échelle communautaire** semble être la meilleure option en termes de durabilité.

Pourtant, **associer les autorités locales n'est pas toujours simple et n'est pas anodin** :

Toutes les actions entreprises sur l'eau dans des contextes humanitaires ont d'énormes conséquences sur l'organisation sociale et politique, car l'eau est une ressource clef de la société pour laquelle les populations sont prêtes à se battre voire à mourir.

Le fait de réhabiliter ou créer des infrastructures d'accès à l'eau potable et à l'assainissement qui seront remises aux autorités, a des impacts en termes de renforcement ou de construction de la légitimité des Etats, qui va au-delà de la fourniture d'un service.

Comment gérer la **corruption** lorsqu'elle existe ? Qui associer (et comment) en matière d'**identification des bénéficiaires** ?

3.7. Préparation/prévention à l'urgence

3.7.1. Les stratégies développées par les acteurs

La préparation à l'urgence est une question cruciale qui occupe de nombreux acteurs. **L'une des stratégies consiste à développer en interne une capacité de réponse d'urgence prête à l'emploi** sur la problématique eau potable et assainissement. Cette stratégie peut se décliner sur trois plans :

- Moyens humains, prenant la forme d'équipes « d'urgence », prêtes à partir
- Moyens logistiques et matériels spécifiques consistant en « kits » ou réponses préétablis, en fonction d'une série de contextes prêts à être déployés.
- Moyens financiers spécifiques : fonds d'intervention d'urgence, négociation de délais de financement très courts avec les bailleurs dans des contextes particuliers,

Ainsi la **Croix Rouge** a mis au point des modules standardisés et pré-organisés pour répondre de façon ciblée à certains objectifs et à certaines échelles ; les investissements sont coordonnés à l'échelle du réseau croix rouge et croissant rouge. Depuis 2003, la Croix Rouge dispose d'Equipes de Réponses aux Urgences –ERU. Elle a également mis au point un système standardisé de circulation de l'information et des décisions, permettant notamment aux équipes terrain de savoir précisément à l'avance quel matériel est en cours d'acheminement, afin de se préparer. Enfin la Croix Rouge Française a mis en place trois plates-formes d'intervention régionales (océan indien, caraïbes, Pacifique sud) qui sont régulièrement activées.

Dans la même logique, l'ONG **Solidarités** a créé une cellule d'Urgence à son siège rassemblant spécialistes techniques et administratifs.

L'entreprise Eurotab, qui a développé le concept **AQUASURE** (voir chapitre suivant), stocke ces pastilles, ainsi que les kits d'intervention prêts à être déployés.

La question de l'aspect financier (délais de déblocage des fonds d'urgence) resterait à étudier.

Certains acteurs s'interrogent sur les plans de « disaster preparedness » souvent évoqués : de quels plans parle-t-on et où en est leur mise en œuvre ?

¹² Ou qu'elles sont inexistantes

3.7.2. Les pistes à explorer

Les mécanismes d'acquisition des connaissances disponibles et les stratégies pour rendre accessible l'information utile constituent un thème de travail important en matière de préparation à l'urgence.

L'adoption de stratégies « multiscénarios » pourraient permettre d'anticiper les contraintes liées au temps.

S'attacher à former systématiquement les personnels des ONG locales, du réseau Croix Rouge/Croissant Rouge,... en matière d'urgence, en lien avec les autorités locales, permettrait d'apporter des réponses dans les premiers jours de l'urgence, phase critique pour les ONG internationales, qui ne peuvent pas intervenir pour des raisons logistiques.

Enfin, la prise en compte de l'environnement dès les plans de préparation à l'urgence, permettrait de limiter l'impact environnemental, une problématique qu'on ne peut plus ignorer aujourd'hui.

3.8. *humanitaires/militaires*

Dans la phase de reconstruction post-Tsunami, les militaires sont partis lorsque la phase d'urgence a été déclarée close. Or certains militaires ont emporté avec eux l'ensemble des services watsan, provoquant une seconde crise. Par ailleurs, les populations affectées par cette seconde crise devinrent des opportunités pour les agences watsan...

4. LES QUESTIONS OPERATIONNELLES ET TECHNIQUES

Il ne s'agit pas de repérer quels outils seraient plus pertinents, en soi, que d'autres. En revanche il est important, pour faire face à la diversité croissante des crises, de disposer d'une grande diversité d'outils mobilisables dans des contextes spécifiques.

Les systèmes produits localement¹³ ont généralement un impact plus élevé, avec l'avantage par ailleurs de pouvoir être répliqué facilement. Dans quelle mesure cette observation peut être généralisée, transposée dans d'autres contextes ? Comment penser alors les kits (et gros matériel également) d'intervention d'urgence, développés par plusieurs agences, prêts à être déployés aux quatre coins du monde ?

A noter l'ouvrage publié par le CICR « Eau, assainissement, hygiène et habitat dans les prisons... » ne fait pas état de technologie véritablement innovante, mais donne une série de conseils et de bonnes pratiques intéressantes.

4.1. *Des outils disponibles à développer ?*

4.1.1. Cartographie, GIS¹⁴ et GPS

La cartographie est un outil très utile pour avoir une vue d'ensemble de la situation ; le **GPS** peut être très utile aussi pour obtenir rapidement des cartes de localisation ; la technologie **SIG** semble un outil très utile aux mains des humanitaires en matière de gestion des camps ; en revanche vouloir développer des SIG qui soient gérés à terme dans les Etats fragiles sans l'aide des humanitaires demeurerait illusoire.

¹³ Exemple : collecte eaux de pluie des toitures

¹⁴ GIS : Geographic Information System / SIG : Système d'Information Géographique

4.1.2. Outils de diversification de la ressource en eau

- La ressource **eau de pluie** reste peu valorisée
- La ressource **eau de mer** peut être utile dans certains contextes côtiers avec pénurie d'eau douce, au moins pour l'approvisionnement en eau non destinée à la boisson (cf. UNHCR Handbook for emergency)
- La Croix Rouge utilise un appareil à résonance magnétique infrarouge développé avec l'IRD (poids 300kg) permettant de **mesurer la profondeur de l'eau pour optimiser les forages**

4.1.3. Outils de traitement de l'eau destinée à la boisson

- L'outil « **biosand filter** » proposé par la Banque Mondiale et utilisé par la CRF en Indonésie (procédé qui avait déjà été déployé au Népal) est simple et réalisable avec des matériaux locaux de faible technicité ; il traite l'arsenic et la pollution bactériologique ; son échelle d'utilisation est familiale.
- Le traitement de l'eau par **Ultraviolet**
- Les stations de potabilisation par **osmose**

4.1.4. Outils d'assainissement du milieu

- Le **développement des plantations** aux endroits où les eaux usées sont drainées (limitation de l'effet « eaux stagnantes »)
- Le **tri des déchets**, notamment la séparation de la fraction fermentescible, devrait être encouragé ; SPHERE encourage le **recyclage** des déchets par les communautés, pourvu qu'il ne présente aucun risque pour la santé.
- La pratique du **co-compostage** des déchets biodégradables avec les matières issues des toilettes sèches et des fosses-septiques
- Les technologies d'assainissement écologique (**latrine ou toilette sèche, à compost et à séparation des urines**)

Ces techniques de **gestion écologique des excréta** sont **particulièrement adaptées dans certains contextes** (exemple : reconstruction post-Tsunami) mais **restent très marginales**. Pourquoi ?

4.2. *Innovations techniques récentes*

4.2.1. Concept « Aquasure »

La pastille « Aquasure » permet de répondre à l'urgence des 5 premiers jours, avant que le matériel lourd et nécessaire ait pu être acheminé et mis en place. Elle se définit comme une innovation pour le traitement de l'eau de surface turbide souillée. Son coût est de 3 centimes/litre en urgence. Il s'agit d'une pastille bicouche de 37 grammes clarifiante par floculation/décantation avec un sel ferrique (turbidité résiduelle < 5 NTU), puis désinfectante par chlore actif libéré. Une pastille traite 200 litres. Elle est efficace pour les premiers jours de l'urgence ; facilement transportable car le produit est classé non comburant, donc facile à mettre en œuvre sur des zones dispersées. La péremption est de 24 mois. En termes de limites, les matières organiques présentes à de très faibles concentrations tels que les pesticides ne peuvent être éliminés. Cette solution est exclusivement destinée à une échelle communautaire.

4.2.2. Projet « casques rouges »

Le projet « casques rouge », porté par Madame Nicole Guedj¹⁵ consiste à :

- Accompagner la création d'une force de coordination sous l'égide de l'ONU
- Développer un conteneur « Energisat » technologiquement sophistiqué (assez lourd et coûteux) ayant pour objectif de faciliter l'action humanitaire : rétablir la communication souvent coupée en situation de catastrophe, mettre à disposition outils et logiciels dans toutes les disciplines

Par ailleurs, une recherche autour d'un outil capable de « fabriquer » de l'eau à partir de la condensation de l'air lorsque ce dernier contient au moins 30% d'humidité est en cours. Il serait intéressant de connaître précisément les zones du globe, où un tel outil pourrait être utile.

4.2.3. Projet « NAIADE »

Un procédé de purification de l'eau « NAIADE » (coût d'une unité 6 500€) vient d'être présenté fin août 2008 au forum de Stockholm. Il a été créé il y a quelques années par Nedap, une entreprise néerlandaise leader en électronique, l'appareil qui pèse 75 kg fonctionne avec un panneau solaire et pourrait traiter 2 500 litres d'eau en 10 heures.

4.3. Besoins d'innovations techniques

4.3.1. Traitement de l'eau à l'échelle familiale

Dans de nombreuses **catastrophes naturelles, les populations sont « éparpillées »** : or il n'existe pas de procédés de traitement standardisés permettant d'intervenir à une **échelle familiale**. Des essais devraient être réalisés dans ce domaine.

Il existe des **coagulants naturels** (semences de végétaux, fruits, bois...) permettant de clarifier une eau turbide. Ces substances pourraient être utilisables à une échelle familiale, permettant en même temps de développer une activité agricole. C'est le cas par exemple d'une suspension de poudre obtenue par broyage des graines d'arbres et d'arbustes appartenant à la famille des moringacées répandues en zone tropicale.

Les techniques de filtration adaptées à l'utilisation familiale ou à de petites structures pourraient être testées.

Dans quels cas serait-il pertinent de privilégier l'approche familiale par rapport à une approche communautaire ?

4.3.2. Construction de latrines : une lacune technique à combler

Dans les contextes où le niveau de la nappe est très proche du sol et suite à des inondations (par exemple Indonésie, Inde, Bangladesh), la solution technique n'est pas évidente. La plupart des acteurs humanitaires en sont devenus conscients depuis le Tsunami mais, les réponses restent à inventer.

Les humanitaires s'accordent sur le fait que l'accès à l'assainissement dans les camps de réfugiés - dont l'emplacement est imposé - demeure une vraie difficulté. La pit-latrine classique semble être une impasse technique et environnementale, absolument pas durable dans des contextes densément peuplés.

Les risques de pollution de la nappe phréatique par l'infiltration, depuis les latrines, d'agents potentiellement pathogènes peuvent être écartés en optant pour un autre système de latrines : sèches en circuit fermé, à compost, à fosse sceptique vidangeable.

¹⁵ Juriste et femme politique française, secrétaire d'Etat dans le gouvernement Raffarin III

Mais ces systèmes, nécessitant une manutention importante et une sensibilisation accrue ne peuvent se concevoir que dans la durée. Comment faire dans des situations d'urgence, dont on ne connaît pas l'issue, ni la durée ? L'OMS souligne en effet que les latrines à compost peuvent être utilisées dans des faibles densités, et des camps établis sur le long terme.

4.3.3. Contexte de pollution des aquifères

Suite aux désastres récurrents de ces dernières années en Asie, les humanitaires ont été sérieusement confrontés au problème de pollution/salinisation des aquifères. De nombreuses opérations onéreuses de « water trucking » ont permis de répondre à la demande à court-terme. Des distributions d'eau en bouteille ont également été utiles les premiers jours. Le développement de stations de potabilisation par osmose peut constituer une des solutions à explorer, qui a déjà fait ses preuves en Inde en contexte post-Tsunami.

Des les crises liées aux inondations, le risque de contamination de toutes les ressources en eau (déchets de toute nature et produits chimiques industriels ou agricoles lessivés) est important¹⁶. Même si l'approvisionnement en eau potable est prioritaire, il convient d'analyser la situation d'urgence en intégrant les facteurs plus larges d'impact sur l'environnement et les risques pour la santé.

5. L'INTERSECTORIALITE

5.1. SANTE et WATSAN

L'importance d'une collaboration entre les équipes « sanitation » et les équipes médicales est soulignée par tous les auteurs, tant maladies et accès WATSAN sont intrinsèquement liés.

L'émergence de nouvelles pathologies hydrique telle l'hépatite E repose la question du rôle du stockage de l'eau potable dans la chaîne de transmission des pathologies hydriques. Peut-on aller vers de l'eau courante ?

En matière de promotion de l'hygiène, le fait d'utiliser les murs extérieurs des latrines publiques comme support pour la **promotion des messages de santé et d'hygiène** est une méthode très facile à mettre en œuvre qui devrait être systématisée.

Lorsque les projets sous-estiment la composante d'éducation à l'hygiène, les habitudes des populations ne changent pas : par exemple les communautés continuent à puiser l'eau polluée des canaux pour leurs usages quotidiens. A défaut d'une compréhension des causes des maladies, leur préoccupation principale reste d'avoir accès à de l'eau, plus que d'avoir accès à de l'eau potable.

5.2. ENVIRONNEMENT, ECONOMIE, AGRICULTURE et WATSAN

- **Réutilisation des eaux usées et de drainage** pour du jardinage. Il faut cependant être prudent quant à la nature des eaux usées utilisées à des fins d'irrigation : les eaux vannes, provenant des fosses septiques ne doivent pas être utilisées en maraichage, de même que les eaux rejetées par les industries.

- **Réutilisation du compost provenant des latrines sèches en agriculture.** Cette technologie ne fonctionnerait bien que dans des zones où l'usage du compost est bien développé. Pourtant dans les zones d'élevage disposant de compost animal en grande quantité, l'attrait de ce type de compost sera moindre. L'introduction de ce système peut être utilement précédée d'une étude de marché ainsi que d'un programme pilote avec participation d'une ou plusieurs familles volontaires.

¹⁶ De même que les risques liés aux produits chimiques ou radioactifs en cas de conflit

Ces deux approches, qui permettent de réutiliser l'eau et les matières, économisant ainsi l'espace et la ressource, ne pourraient selon certains auteurs se concevoir que dans des contextes stabilisés de reconstruction en sortie de crise, en transition avec des programmes de développement.

Les travaux de Elisabeth Von Münch¹⁷ et la thèse en 2006 de son étudiante ougandaise Helen Mwase ont abouti à une grille de huit critères permettant de déterminer lorsque les toilettes écologiques (EcoSan pour Ecological Sanitation)¹⁸ constituent une réponse pertinente en situation d'urgence. Les résultats sont plus nuancés : les réponses EcoSan ne seraient pas mises en œuvre en situation d'urgence à cause de l'absence de kits EcoSan standardisés rapidement déployables (sur le modèle des kits développés par Oxfam pour la pit latrine traditionnelle), ainsi que de l'inexistence de guides de mise en œuvre de réponses EcoSan dans les situation d'urgence, plutôt que pour des raisons réelles d'inadaptation au contexte.

6. LES DEFIS A RELEVER

6.1. « Réhabiliter » l'assainissement

Il existe incontestablement un **consensus**, voire même un plaidoyer concernant **l'importance de l'accès à l'assainissement dans les situations d'urgence ou de crise, au même titre que l'approvisionnement en eau** ; cependant dans les faits l'assainissement demeurerait souvent relégué au second plan : dans les projets, dans la hiérarchisation et le nombre des chapitres des ouvrages de fond, ... De façon militante, certains ouvrages s'y consacrent pourtant entièrement tel « Emergency Sanitation » du WEDC.

Sur le terrain, l'assainissement demeure toujours beaucoup plus difficile à développer que les volets « eau », car il est notamment plus difficile d'y faire adhérer les populations. Pour certains acteurs, les situations de délabrement sont parfois telles qu'il semblerait « indécent » de ne pas axer tous les efforts humains et financiers sur le seul accès à l'eau potable...

6.2. Améliorer les diagnostics initiaux

Le manque d'analyses approfondies avant intervention et la faiblesse des diagnostics initiaux demeure un frein incontestable à la qualité des programmes WATSAN d'urgence.

Par exemple, la TEC souligne en 2006 qu'aucune évaluation des besoins en eau et assainissement n'était complète et que le secteur souffre de sérieux défauts opérationnels.

Le model guideline d'AguaConsult commandé par ECHO propose des méthodes d'évaluation des besoins dans les différents contextes d'urgence.

6.3. Concilier urbanisme et WATSAN

L'importance de la prise en compte des besoins urbains et de voirie est soulignée par de nombreux évaluateurs, notamment en matière d'assainissement, afin d'éviter que les projets de reconstruction de l'habitat ne soient déconnectés des questions de voirie (système de distribution d'eau potable, évacuation des eaux usées et des effluents). Cette remarque renvoie au manque de lien entre urgence et développement.

La faiblesse des programmes watsan pour des **niveaux collectifs (villages ou quartiers)** serait notamment imputable à un manque de savoirs-faires techniques de la part des ONG.

¹⁷ E. Von Muench travaillait pour l' « institute for water education » UNESCO-IHE ; elle fait partie depuis juin 2008 de l'équipe EcoSan de la GTZ

¹⁸ Cette recherche se base sur l'étude comparée de trois situations de crise : l'Ouragan Mitch au Salvador en 1998, la guerre civile en Afghanistan depuis 1992 et le tremblement de terre au Pakistan en 2005. Dans ces travaux, seul le type de toilette à séparation des urines et déshydratation : urine-diversion deshydrating (UDD) toilet ou UD toilet est envisagé.

6.4. Prendre en compte l'environnement

L'impact sur l'environnement et en particulier l'épuisement de la ressource en eau est une problématique qui tend à s'affirmer pour devenir incontournable. A titre d'illustration, la 3^{ème} édition du *Handbook for Emergency* de l'UNHCR comporte un paragraphe intitulé « les impacts environnementaux potentiels » dans chaque chapitre, alors que la seconde édition n'y faisait pas référence. De même que l'édition de 2008 du *Camp Management Toolkit* du NRC (Norwegian Refugee Council) milite pour la prévention d'une exploitation excessive et irraisonnée du couvert végétal dans et autour des camps.

Concernant l'épuisement de la ressource, beaucoup d'inconnues demeurent en réalité.

Les **difficultés d'approvisionnement en eau** rencontrées dans certains camps sont **plus liées à des systèmes défaillants et une exploitation inappropriée des ressources, qu'à un manque d'eau en tant que tel**. Toutefois, le **niveau de connaissance des systèmes hydrologiques est encore insuffisant pour affirmer quoi que ce soit** sur l'absence ou l'existence de risques d'épuisement des ressources.

D'une manière générale, la **diminution des fonds alloués au HCR** génère de grandes difficultés ; les problèmes environnementaux sont souvent plus liés aux insuffisances en matière d'aide, qu'aux conséquences soi-disant inévitables de la création des camps.

L'impact sur l'environnement reste aujourd'hui un concept flou fonctionnant sur la base de peurs ; l'impact n'est pas vraiment évalué mais plutôt supposé ; **le risque de détérioration de la ressource en eau fait l'objet de rares études et donc les preuves sont faibles** ; les zones accueillant les réfugiés sont souvent déjà fragiles, comme les populations y vivant, l'arrivée des réfugiés dans ce contexte est une cause certaine de déséquilibre.

Cependant l'épuisement de la ressource et la dégradation de l'environnement sont une réalité certaine dans certains cas : exemple des pompes surpuissantes qui tirent de l'eau en quantité supérieure à celle disponible, des fortes concentrations de population qui produisent de grandes quantités d'excréments humains et autres déchets pouvant causer une pollution des sols et des eaux souterraines.

De récentes études¹⁹ pointent l'absence ou la faiblesse en matière de gestion de la ressource en eau, qui devrait être appréhendée dans son ensemble : une gestion des nappes qui demeure insuffisante en dépit de progrès certains et localisés, pas ou peu d'analyse concernant les usages de l'eau, pas de prise en compte du risque d'années sèches, ...

Dans de nombreux contextes, il est temps de réfléchir à des alternatives permettant à la fois une exploitation des nappes phréatiques tout en garantissant leur recharge, tels que la construction de mini barrages, de barrages souterrains, de réseaux de mares, de digues filtrantes, ou la création de lacs artificiels (cf. évaluation Tchad URD, mai 2008). Ces hypothèses nécessitent cependant d'être particulièrement vigilantes aux conséquences que peuvent avoir l'eau stagnante, notamment en matière de développement des vecteurs de maladies (moustiques par exemple). Par ailleurs, le problème d'évapotranspiration des retenues d'eau doit être pris en compte. Une autre option technique permettant la recharge des nappes consiste à préserver les zones humides s'il y en a ou à les restaurer, les effets de celle-ci pouvant être très rapides.

Pour limiter l'impact environnemental dans les camps, certains évoquent un nécessaire rapprochement des acteurs, la participation des réfugiés et des communautés locales.

Par ailleurs, les études prospectives d'impact sur l'environnement pourraient constituer un outil essentiel de prévention des conflits : en effet, par exemple, le caractère belligène de la raréfaction des ressources doit pouvoir s'anticiper.

¹⁹ « Darfur Environment Study », UNEP

6.5. Améliorer la coordination entre les acteurs

La nécessité d'améliorer la coordination entre les acteurs, de **développer les partenariats**, d'autant plus que le **turn over des organisations et des personnels** est important, est prônée par tout le monde. C'est essentiel dans tous les contextes.

Le partage et surtout la passation de l'information sont également essentiels, afin d'éviter de devoir « réinventer la roue » à chaque fois qu'un nouvel acteur prend les opérations en main à la suite d'un autre, dans un camp par exemple.

Certains proposent la création d'un réseau²⁰ (et sa gestion), constitué des acteurs de terrain dans les situations d'urgence et des acteurs susceptibles d'apporter des soutiens financiers ou techniques. N'est-ce pas une des fonctions du cluster WASH ?

En Indonésie, la coordination des activités eau et assainissement a été menée au sein du cluster animé par l'UNICEF. Les outils mis en place par le cluster comme, par exemple, une liste de « qui fait quoi et où » a évité les problèmes de chevauchement entre ONG. Le cluster semble surtout avoir été un point de départ pour identifier les acteurs car, selon certains, « 80% des ONG n'assistent pas aux réunions du cluster ». Beaucoup de rencontres se sont passés en dehors de ce cadre. Les échanges d'information ont été très fructueux par l'absence de « rivalité » ou « compétition » entre les ONG.

La coordination du **secteur eau et assainissement est divisée en deux** avec d'un côté le **UNHCR pour les camps de réfugiés** et de l'autre l'**UNICEF (chef de file du cluster WASH) pour le reste des personnes assistées**. Or les problématiques liées à l'eau et à l'assainissement sont les mêmes sur les sites de déplacés et dans les camps de réfugiés. Les expériences des uns pourraient tout à fait profiter aux autres. Cette situation a des effets pervers, surtout pour les partenaires qui travaillent avec les différents groupes de population. La **multiplication des réunions autour d'un même thème dans un environnement où les ressources humaines sont limitées constitue un frein à la bonne coordination**. (cf. évaluation Tchad URD, mai 2008)

Par ailleurs, dans de nombreux ouvrages, il est souvent difficile de démêler l'axe « participation des populations » et l'axe « lien avec les autorités locales », ce qui milite encore en faveur du rapprochement des acteurs.

6.6. Mieux prendre en compte la culture et les pratiques locales

Une meilleure prise en compte des facteurs culturels permettrait sans nul doute d'améliorer la réponse aux crises. L'analyse des mécanismes traditionnels de résolution, la recherche sur les champs historiques et anthropologiques ne doivent pas être négligées, sous peine de risquer de déstabiliser les structures sociales locales.

Cette nécessaire composante sociale des programmes WATSAN d'urgence se heurte pourtant souvent aux impératifs de l'urgence (contrainte temps) et rejoint les questionnements ayant trait à la participation des populations, à la faiblesse des diagnostics initiaux, ainsi qu'au risque de dérive techniciste.

La participation des populations ne demeure-elle pas un défi en soi ?

6.7. Réfléchir à la coopération avec le secteur privé

Il serait intéressant de réfléchir aux avantages et aux limites des partenariats avec les groupes industriels tels qu'Aquasistance ou la Waterforce de Veolia.

²⁰ Réseau du type de celui qui avait été créé post- tsunami avec la DAH

CONCLUSION

Remarques générales

Le sujet est extrêmement vaste, et les ressources bibliographiques accessibles sur le web infiniment nombreuses. Prétendre en avoir fait le tour serait faux, et pour le faire réellement il faudrait une équipe étoffée. La plupart du temps, il est nécessaire de « rentrer » dans les sources (ouvrages, manuel, articles, ...) repérées pour savoir si elles sont en marge du sujet ou si certains passages peuvent être essentiels : faire cet effort systématiquement est très consommateur en temps, pour des résultats pouvant paraître ingrats finalement.

Il existe une multitude de projets et programmes watsan, mais il n'est pas évident de cadrer ceux qui relèvent d'un contexte de crise et ceux qui s'inscrivent dans le développement.

Pour autant, les sources analysées jusqu'à présent permettent d'ores et déjà de tirer quelques conclusions, et de repérer des « zones d'ombre », faisant émerger des questionnements.

Plusieurs évaluations pointent le fait que l'ingénierie sociale doit être considérée au moins comme aussi importante que l'ingénierie technique (génie civil).

Zones d'ombres et pistes de réflexion à « creuser »

1/ l'analyse des contextes

Quels sont les enjeux spécifiques, les principales difficultés d'intervention, les **contraintes**, mais aussi les **opportunités** dans chaque contexte spécifique / types de crise?

Quelle est la part de la **contrainte temps** pour expliquer le constat récurrent de **diagnostics initiaux incomplets ou insuffisants**? Comment expliquer ces lacunes en matière de diagnostic? Quelles conséquences? Comment remédier?

Quelle peut/doit être la place du **droit traditionnel de l'eau** dans ces contextes particulièrement difficiles d'urgence ou de crise?

Quelle est la stratégie de réponse adaptée à un **contexte de pollution des aquifères** (pollution marine par exemple : cas des régions touchées par le Tsunami) ?

2/ La capacité disponible et l'offre de réponse

Quels sont aujourd'hui les enjeux en matière de prévention et de préparation des réponses à l'urgence/crise (**disaster preparedness**) dans le secteur WATSAN?

Q'en est-il des **plans de préparation à l'urgence**? Ont-ils déjà été mis en œuvre? Quels enseignements peut-on en tirer?

Est-il souhaitable de **former le personnel local**? Est-ce développé? réaliste?

3/ Les stratégies d'action humanitaire

LRRD²¹

Y a-t-il des facteurs bloquant empêchant **le passage d'une logique d'urgence à une logique de développement** ? quels sont-ils ?

²¹ LRRD : Linking Relief Rehabilitation and Development (lien urgence / développement)

Participation

Est-il possible de **faire participer la population dans des situations d'urgence**? Comment? Quand n'est-ce pas possible? Si ce n'est pas possible, l'absence de participation génère-t-elle des problèmes?

Comment **susciter un sentiment de propriété** (favorisant l'implication des populations affectées)? Faut-il le susciter dans des interventions qui doivent rester temporaires, démontables?

Choix de l'insertion institutionnelle

Comment sont **associées les autorités nationales et locales**? Quels sont les enjeux, les difficultés dans le choix des bénéficiaires, des programmes et solutions techniques?

Comment gérer la **corruption** lorsqu'elle existe?

Echelle d'intervention : approche familiale/communautaire

Dans quels cas est-il pertinent de privilégier **l'approche familiale et individuelle** par rapport à une **approche communautaire** ?

Quels **outils et savoirs-faires** sont disponibles à une **échelle familiale** ?

Gestion des excréta

Quelle stratégie convient-il d'adopter en matière de gestion des excréta, en particulier dans les **crises dont on ne connaît ni la durée ni l'issue**?

4/ les facteurs de risque

Quels sont les facteurs de risque à prendre en compte en priorité lors de l'élaboration des stratégies de réponse humanitaire ?

L'environnement

Comment peut-on prendre en compte **l'environnement**, la **gestion des ressources** naturelles (en **eau** notamment), des **déchets**, de la pollution ?

5/ La mise en œuvre

Standards et qualité

Quand faut-il privilégier **l'approche au cas par cas**, privilégier **l'invention et le développement de solutions locales** et quand faut-il utiliser des **réponses standardisées**, des **kits prêts à l'emploi** ?

Comment utiliser efficacement les **guides** et **manuels** disponibles ? Lesquels sont utilisés en priorité et par qui ?

Comment mettre en œuvre un programme de **promotion de l'hygiène en contexte d'urgence/crise** ? quelle méthode est utilisée ?

Genre

Le **genre peut-il être pris en compte en situation d'urgence**, de crise ?

En quoi la prise en compte du genre permet-elle d'améliorer la qualité de l'aide ?

Coordination entre acteurs, avec les autorités

Quel est le **niveau de coordination et de circulation/partage de l'information utile entre les acteurs** (ONG avec mandat d'urgence, ONG de développement, acteurs de différents secteurs, bailleurs, autorités nationales, locales, populations affectées, populations hôtes) ? quelles seraient les pistes d'amélioration ?

Que peut-on dire du **stockage de l'eau potable**, par rapport à l'émergence de nouvelles pathologies hydrique ? Dans quels cas serait-il nécessaire de fournir de **l'eau courante**, et comment ?

Quel est **l'impact du cluster WASH** en matière d'amélioration de la coordination et transmission des informations entre les acteurs ?

Gestion des excréta

Comment sont gérés les **excréta en situation de crise** ?

quelles sont les **alternatives à la pit-latrine** traditionnelle, lorsque celle-ci est inappropriée ? Pourquoi ces alternatives ne sont-elles, le cas échéant, pas mises en œuvre ?

Est-ce qu'un **guide de mise en œuvre de l'assainissement écologique** en contexte de crise serait utile et qui pourrait en avoir besoin ? Quel devrait être son contenu ?

Collaboration avec le secteur privé

Que sait-on de la **collaboration avec le secteur privé**, tant **au niveau des groupes industriels** des pays du Nord, qu'**au niveau des acteurs privés** présents dans les pays affectés par une crise ?

6/gestion de l'expérience

Quelle est la qualité de la réponse WATSAN d'urgence ou en situation de crise pour les **niveaux collectifs** ? (grandes villes, camps)

Les **acteurs capitalisent-ils leur expérience** ? Est-elle partagée et avec qui ?

Les projets et actions sont-ils évalués ?

Organisations pressenties pour les interviews :

1-Nations Unies : **UNICEF** (équipes d'urgence)

<http://www.unicef.org/emerg/index.html>

http://www.unicef.org/wes/index_emergency.html (WES: Water Environment and Sanitation)

UNICEF

http://www.unicef.org/french/wes/index_unicef_emergencies.html

2-Nations Unies : **HCR**

www.unhcr.ch

<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/home>

3-Nations Unies: **OCHA** *Office for the Coordination of Humanitarian Affairs* (équipes UNDACT) *United Nations Disaster Assessment and Coordination Team.*

<http://ochaonline.un.org/>

4-**CICR (WATSAN) ET Fédération internationale CR/CR.** (IFRC: international federation of the Red Cross and Red Crescent societies)

<http://www.icrc.org/fre>

The site has a section on "Clean water and reasonable living conditions for [war victims](#)"

http://www.icrc.org/web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/section_water_and_habitat?OpenDocument

IDRL: International Disaster Response Laws, Rules and Principles programme

<http://www.ifrc.org/what/disasters/idrl>

<http://www.ifrc.org/what/health/water/index.asp>

5-**ECHO, Water budget line**

http://ec.europa.eu/echo/index_fr.htm

DIPECHO préparation et prévention des catastrophes naturelles

http://ec.europa.eu/echo/field/dipecho/index_fr.htm

6-**Oxfam**

<http://publications.oxfam.org.uk/>

http://www.oxfam.org.uk/oxfam_in_action/emergencies/index.html

7-**Save the Children**

<http://www.savethechildren.org/>

<http://www.savethechildren.org/search.jsp?query=water+sanitation+emergency>: recherche sur site web avec mots clef: 36 documents en ligne

8-**Department For International Development (DFID)**

<http://www.dfid.gov.uk/>

9-**MAEE (Centre de crise)**

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/>

10-**Défense, Protection civile (Ministère de l'Intérieur)**

<http://www.interieur.gouv.fr/>

11-**CRF**

<http://www.croix-rouge.fr/goto/index.asp>

12-**MSF**

Le **Centre de Réflexion sur l'Action et les Savoirs Humanitaires (CRASH)** est abrité par la Fondation Médecins Sans Frontières.

Il a deux objectifs principaux :

- Au sein de MSF : favoriser le débat et la réflexion critique sur les pratiques humanitaires.

- Dans le débat public : faire vivre les questionnements de MSF sur l'action humanitaire.

<http://www.msf.fr/>

<http://www.refugeecamp.org/home/>

13-MDM

Site web héberge la revue "humanitaire"

<http://www.medecinsdumonde.org/>

14-ACF

<http://www.actioncontrelafaim.org/index.php?id=1>

15-Solidarités

Déjà dispo au centre de doc URD: synthèse principaux résultats impacts et difficultés – programme d'urgence en eau et assainissement pour les populations victimes du tsunami - Sri Lanka

<http://www.solidarites.org/default.shtml>

16- Triangle Génération Humanitaire

<http://www.trianglegh.org/>

17-CARE

<http://www.care-international.org/>

<http://www.carefrance.org/index.cfm>

18-CARITAS (confédération internationale d'organisations *catholiques*, présente dans 198 pays; représente officiellement toutes les activités de charité et de bienfaisance poursuivies par l'*Eglise catholique* au niveau international, en particulier à l'*ONU*)

<http://www.caritas-europa.org/code/FR/huma.asp?Page=668&menuPage=668>

19-Première Urgence

<http://www.premiere-urgence.org/>

20-Secours islamique

<http://www.secours-islamique.org/>

21-Pompiers Humanitaires Français

<http://pohf.free.fr/>

22-Groupes industriels : Veolia waterforce

<http://www.veoliaeau.com/profil/veolia-waterforce/>

23-Groupes industriels : Aquasure

www.aquasure.fr

24-Groupes industriels : Suez aquassistance

<http://aquassistance.blogspot.com/>

Autres ressources web :

-Académie eau

<http://www.academie-eau.org/>

-AFD, Agence Française de Développement

<http://www.afd.fr/jahia/Jahia/home/NosProjets/Eau>

-Alliance Internationale pour la Gestion de l'Eau de Pluie

International Rainwater Harvesting Alliance (IRHA)

<http://www.irha-h2o.org/>

-Association Toilettes du Monde

<http://www.tdm.asso.fr/>

-Coordination Sud

<http://www.coordinationsud.org/>

Voir groupe de travail **coordination sud** "crises, urgence..."

-Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ)

GmbH (data sheets for ecosan projects)

<http://www.gtz.de/en/themen/umwelt-infrastruktur/wasser/9397.htm>

<http://www.gtz.de/en/themen/umwelt-infrastruktur/wasser/877.htm>

-Emergency Capacity Building Project (ECB)

In December 2006, the seven member agencies of the Emergency Capacity Building Project (ECB) hosted a workshop called *Translating Standards into Practice: NGO Accountability and Impact Measurement in Emergencies*.

The Emergency Capacity Building (ECB) Project is a collaborative effort of the seven agencies of the Inter-agency Working Group on Emergency Capacity: CARE International, Catholic Relief Services, the International Rescue Committee, Mercy Corps, Oxfam GB, Save the Children, and World Vision International. Over a two-year period from March 2005, these agencies and their partners are jointly addressing issues of staff capacity, accountability and impact measurement, risk reduction, and the use of information and communication technologies (ICTs) in emergencies, with the objective of improving the speed, quality and effectiveness of emergency response.

http://ecbproject.org/publications_2.htm

-Federal emergency management agency

<http://www.fema.gov/index.shtm>

Organe important du gouvernement américain,

Notamment description de tous les types de catastrophes possibles et comment s'en protéger

-Groupe URD : travaux, documents en ligne...

<http://www.urd.org>

-HPN: Humanitarian Practice Network

<http://www.odihpn.org/>

-InterAction

InterAction is the largest coalition of U.S.-based international non governmental organizations (NGOs) focused on the world's poor and most vulnerable people

<http://www.interaction.org>

- International Water and Sanitation Centre

<http://www.irc.watsan.net>

<http://www.fr.irc.nl/page/13566> (en français)

Ressources, thesaurus, publication, bases de données, lien, FAQ, ... en ligne

L'IRC est reconnu dans le secteur de l'eau et de l'assainissement pour son approche innovante du plaidoyer, du partage des connaissances et du renforcement des compétences, et pour ses publications et ses méthodes pédagogiques

<http://www.irc.nl/page/10524>

-IRAM

Iram - Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement

<http://www.iram-fr.org/index.php>

-IRC: International Rescue Committee

<http://www.theirc.org/>

<http://www.theirc.org/what/page-28412223.html>

http://www.theirc.org/what/emergency_response.html

-ISTED

Association à but non lucratif, l'ISTED (Institut des Sciences et des Techniques de l'Équipement et de l'Environnement pour le Développement) est une plate-forme de réflexion, d'information et d'action au service de ses membres publics et privés dans les secteurs de l'équipement, des transports, de l'aménagement et de l'environnement. Il contribue à leur action internationale - prioritairement dans les pays hors OCDE - à la valorisation du savoir-faire français dans le monde et à la mise en œuvre de programmes internationaux avec les responsables des pays tiers

<http://www.isted.com/index.htm#>

-ISWA – The International Solid Waste Association

ISWA is an international, independent and non-profit making association, working in the public interest to promote and develop sustainable waste management worldwide. ISWA has members around the world and is the only worldwide association promoting sustainable and professional waste management

<http://www.iswa.org>

-Lifewater

« Lifewater International equips partner organizations and works with them to empower communities in developing countries to gain safe water, adequate sanitation, effective hygiene, and the knowledge of Jesus' love »

De nombreuses fiches techniques en ligne, par exemple sur la conception des sites d'enfouissement des déchets

http://www.lifewater.org/resources/tech_library.html

-LMS

La société LMS est spécialisée dans la fabrication de stations de traitement d'eau destinées aux populations rurales isolées notamment lors de secours de première urgence à la suite d'une catastrophe (tremblement de terre, épidémie, guerre civile...)

<http://www.lms-water.com/>

-MEDAIR: aide humanitaire internationale d'urgence et de réhabilitation

http://www.medair.org/fr_portal/index.php

Siège en Suisse, une antenne à Valence

http://www.medair.org/en_portal/funds/water_fund/

-ODI: Overseas Development Institute

<http://www.odi.org.uk/themes/water/index.asp>

-PAHO

<http://www.paho.org/english/dd/ped/home.htm> (disasters and humanitarian assistance)

The Pan American Health Organization is an international public health agency. PAHO serves as the Regional Office for the Americas of the World Health Organization. The site includes contact details of disaster coordinators, technical guidelines (including [environmental health](#)), a list of publications (Spanish and English) on emergency [drinking water and sanitation](#), and an overview of [topics](#) which includes water

http://www.paho.org/english/dd/ped/environmental_health.htm

<http://www.paho.org/english/dd/ped/drinkingwater.htm>

<http://www.paho.org/english/dd/ped/topics.htm>

-Partenariat français pour l'eau

www.partenariat-français-eau.fr

-People In Aid

Promouvoir les bonnes pratiques de la gestion des ressources humaines dans le secteur de l'aide

<http://www.peopleinaid.org/>

-Pompiers de l'urgence internationale

<http://www.pompiers-urgence.org/>

-Portail de la solidarité internationale

Contient un dossier sur les entreprises de purification de l'eau

<http://www.portail-humanitaire.org/ressources/fournisseurs/eau/>

-Practical action

Until 2005, Practical Action was known as ITDG - the Intermediate Technology Development Group

http://practicalaction.org/?id=water_and_sanitation

-Programme Solidarité Eau (psEau)

Réseau de partenaires pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement dans les Pays du Sud.

http://www.pseau.org/index_fr.php

-RedR

RedR has 27 years' experience of placing engineers and providing training in emergency situations. RedR has been recognised by the United Nations as a leading agency in the area of water, sanitation and hygiene promotion. In the event of an emergency, RedR is responsible for selecting and training the water engineers responding to the disaster.

<http://www.redr.org/>

<http://www.epn.peopleinaid.org/> (EPN= Emergency Personnel Network)

-Relief web

<http://www.reliefweb.int/>

-Reproductive Health Response in Conflict Consortium

Le Consortium sur la santé reproductive des réfugiés en situation de conflit (RHRC) a pour mission de promouvoir la santé reproductive parmi toutes les personnes touchées par les conflits armés. Il est composé de sept membres : [American Refugee Committee \(ARC\)](#), [CARE](#), [Columbia University](#), [International Rescue Committee \(IRC\)](#), [JSI Research and Training Institute \(JSI\)](#), [Marie Stopes International \(MSI\)](#), [Women's Commission for Refugee Women and Children](#)

Le RHRC Consortium cherche à encourager et à faciliter un accès durable à de vastes programmes de qualité de santé reproductive en situation d'urgence et cherche à promouvoir des politiques qui répondent aux besoins de santé reproductive des personnes touchées par les conflits armés.

<http://www.rhrc.org>

-Revue des migrations forcées

<http://www.migrationforcee.org/>

-SHELTER PROJECT

www.shelterproject.org et nouveau site : <http://www.sheltercentre.org/sheltercentre/>

Ouvrage « camp management toolkit » réactualisé en mai 2008

D'autres nombreuses ressources en ligne, comprenant des éléments relatifs à l'assainissement

-SPHERE PROJECT, site web

<http://www.sphereproject.org/french/handbook/index.htm>

Manuel, 2004 "humanitarian charter and minimum standards in disaster response"

-Système Euro-méditerranéen d'Information sur les savoir-faire dans le Domaine de l'Eau

Portail international

<http://www.emwis.net/>

-Tsunami Evaluation Coalition (TEC)

The TEC is an independent, learning and accountability initiative in the humanitarian sector. It was established in February 2005 in the wake of the December 2004 Indian Ocean earthquake and tsunamis. TEC evaluations represent the most intensive study of a humanitarian response since the Rwanda multi-donor evaluation in the mid-1990s

<http://www.tsunami-evaluation.org/home>

-University of Colorado (USA) - [Natural Hazards Center](#).

The Natural Hazards Research and Applications Information Center (NHRAIC) serves as a national and international clearinghouse of knowledge concerning the social science and policy aspects of disasters.

<http://www.colorado.edu/hazards/>

-U.S. Committee for Refugees and Immigrants (USCRI)

To address the needs and rights of persons in forced or voluntary migration worldwide by advancing fair and humane public policy, facilitating and providing direct professional services, and promoting the full participation of migrants in community life.

<http://www.refugees.org/>

-WEDC: Water Engineering and Development Centre, Loughborough University

Ressources en ligne téléchargeables simplement en s'inscrivant, par exemple : « Excreta disposal in emergencies, a field manual », 2007, 250 pages

<http://wedc.lboro.ac.uk/publications/>

http://wedc.lboro.ac.uk/projects/mdg_target_country.php?area=1 (page avec la dizaine de publication concernant « WEDC projects related to *Water and sanitation for emergencies* »)

-WELL

<http://www.lboro.ac.uk/well/>

-WHO- World Health Organization

<http://www.emro.who.int/eha/>

The site includes news, country updates, consolidated international appeals, a photo-gallery, information on training courses, and a disaster tracker

http://www.who.int/water_sanitation_health/en/

PHAST Step-by-Step Guide: A participatory approach for the control of diarrhoea

http://www.who.int/water_sanitation_health/hygiene/envsan/phastep/en/

-WIKIPEDIA

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Portail:Eau>

-WPP (Water Policy Programm)

<http://www.odi.org.uk/wpp/index.html>

WPP aims to improve poverty reduction and social development through better water sector policy, programmes and projects

-WORLD VISION

<http://www.wvi.org/wvi/wviweb.nsf>

Deux publications récentes - dans rubrique santé – téléchargeables, avec articles « sanitation in emergencies » et « Children's health in crisis »

-WSP- water and sanitation program

<i>Pas de référence visible en matière d'urgence</i>
--

<http://www.wsp.org/>

OUVRAGE DE METHODOLOGIE

-VILLEVAL, Philippe (Handicap International) ; LAVIGNE DELVILLE, Philippe (Gret)

Capitalisation d'expériences...expérience de capitalisations : Comment passer de la volonté à l'action ?
Octobre 2004

http://www.groupe-initiatives.org/pdf/traverse_15.pdf

-Centre Canadien de Gestion, La gestion des crises et des situations d'urgence : un guide pour les gestionnaires de la Fonction Publique du Canada, 2004

-Direction générale de la Santé, Département des situations d'urgence sanitaire (DESUS), méthodologie de retour d'expérience pour les événements sanitaires ou à impact sanitaire, mars 2007.

-Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable/Ecole des Mines de Paris, Méthodologie de retour d'expérience des actions de gestion des risques, décembre 2003

OUVRAGES « WATSAN » DISPONIBLES AU CENTRE DE DOCUMENTATION DU GROUPE URD:

Ouvrages recensés dans winisis (moteur de recherche du réseau RITIMO):

-ACADEMIE DE L'EAU

Le droit à l'eau en Afrique et en Europe

S.L. : ACADEMIE DE L'EAU, 2005, 196 P.

Actes de la Table ronde organisée au bureau parisien de l'Unesco le 25 mars 2005

-ACADEMIE DE L'EAU, SMETS, Henri

La solidarité pour l'eau potable : Aspects économiques

PARIS : L'HARMATTAN, 2004, 288 P.

-BASEMA, Bashir; RABI, Ayman

Water for life: Continued Israeli assault on Palestinian water, sanitation and hygiene during the intifada

PALESTINE: PALESTINIAN HYDROLOGY GROUP, 2006, 204 P.

-CHATAIGNER, Jean-Marc (sous la dir. de) ; MAGRO, Hervé (sous la dir. de)

Etats et sociétés fragiles : Entre conflits, reconstruction et développement

PARIS : KARTHALA, 2007. 565 P

-DAVIS, jean ; LAMBERT, Robert

Engineering in emergencies: a practical guide for relief workers

ITDG; RED R, 2002. 718 P

-FAO; MEKONG RIVER COMMISSION; MINISTRY OF AGRICULTURE AND FORESTRY OF LAO PDR

Flood management and mitigation in the Mekong river basin

BANGKOK: FAO, 1999. 213 P

-Groupe URD

La Participation des Populations affectées par les crises dans l'Action Humanitaire, Manuel du Praticien

ALNAP, 2003

-HUNT, Constance Elizabeth

Thirsty planet: Strategies for sustainable water management

LONDRE; NEW YORK: ZED BOOKS, 2004, 302 P.

-ISDR

The Indian Ocean Tsunami disaster: reports on recovery and risk reduction, rebuilding children's lives, early warning systems and lessons learned

ONU, 2007. CD ROM

-KEHR, Cyrille

L'accès à l'eau, une priorité dans les situations d'urgence

DESS Gestion de l'humanitaire, PARIS XII CRETEIL, 2001-2002. 71 P

-NEMBRINI, Pier Giorgio

Eau, assainissement, hygiène et habitat dans les prisons

GENEVE: CICR, 2004, 145 P.

-OMS

Water, sanitation and health electronic library: A compendium of WHO information on water, sanitation and health

2003. CD ROM

-OMS; PAN AMERICAN HEALTH ORGANIZATION

Health library for disasters

2003. CD ROM : 650 documents, 40000 pages scannées, 10000 photos et images.

Ce CD-Rom permet à des informations techniques, toutes sélectionnées sur la base de critères scientifiques et pratiques. Ces documents, en anglais, espagnol, français et russe, comprennent des directives techniques, des guides de terrain, des études de cas, la composition des kits d'urgence, des manuels, des chroniques de catastrophes, ainsi que d'autres outils didactiques.

-SALMAN, M.A. Salman; McINERNEY-LANKFORD, Siobhan

The human right to water: Legal and policy dimensions

WASHINGTON (ETATS UNIS): THE WORLD BANK, 2004, 180 P.

-SICARD, Marion

Rapport de stage : Assistante logistique : Service logistique du siège de Solidarités

PARIS : UNIVERSITE PARIS XII, 2005, 41 P.

-SMETS, Henri

La reconnaissance officielle du droit à l'eau

NANTERRE : ACADEMIE DE L'EAU, 2006/12, 115 P.

Rapport présenté le 18 janvier 2007 par le président de l'Académie de l'eau à l'assemblée plénière de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

-SMETS, Henri

Le droit à l'eau dans les législations nationales

PARIS: AFD, 2006. 127 P.

-TSUNAMI EVALUATION COALITION

Référence Disk

2005. CD ROM : 8000 documents

(CD Rom interne)

-UNITED NATIONS HIG COMMISSIONER FOR REFUGEES

Handbook for emergencies

GENEVE: UNHCR, 1999. 405 P

+ 2^{ème} version de 2001 en français et 3^{ème} version de 2006 en anglais

Ouvrages non recensés dans Ritimo

-ACF

Eau assainissement hygiène pour les populations à risques

Edition Hermann, 2006

Chapitre 17 consacré à l'urgence + quelques titres dans chapitre 13 consacré à l'assainissement

Disponible sur Cdrom éd 2008: version anglaise **2005**

- ACF

International Network, positioning paper "the human right to water"
2008

-AFD ; Groupe URD

Savoirs communs n°2 "humanitaires et développeurs: comment agir ensemble en sortie de crise et de conflit
AFD, 2008. 54 P.

cf. P. 28-29 : Les modes opératoires de l'AFD à l'épreuve des nouveaux contextes

-CICR

Guerre et santé publique, manuel pour l'aide aux prises de décisions, CICR
1995

Chapitre 3: Eau et hygiène de l'environnement (techniques approvisionnement en eau...)

Chapitre 8 : Développement et interventions humanitaires (cadre conceptuel d'une situation de catastrophe, lien Urgence/Développement...)

Chapitre 10 : Introduction à l'éthique humanitaire (relations entre agences humanitaires, présentation grandes organisations humanitaires, ...)

-CICR

HELP, cours de santé publique pour la gestion de l'assistance humanitaire
CICR, **1999**

-CICR

War and Water, forum
1990

Recueil d'articles

-DESS Gestion de l'humanitaire

Camps de réfugiés et environnement, DESS Gestion de l'humanitaire
PARIS XII CRETEIL, **2003-2004**

-DESS Gestion de l'humanitaire

La pérennisation des camps de réfugiés: les implications sur les sites d'accueils, les populations exilées et la reconstruction de leur avenir. Le cas des déracinés afghans du Pakistan
PARIS XII CRETEIL, **2001-2002**

-Forced Migration Review

Revue des migrations forcées. Publiée en quatre langues par le Centre d'études sur les réfugiés à l'Université d'Oxford. *RMF est la revue portant sur les réfugiés, les personnes déplacées de l'intérieur et la situation d'apatride. Les textes en entier de tous les articles sont disponibles en ligne et des exemplaires sont distribués sans frais à un lectorat global.* <http://www.migrationforcee.org/>

-GANCEL Joseph ; DESS Gestion de l'humanitaire

Description méthodologique d'un programme eau et assainissement rural classique
PARIS XII CRETEIL, 2003-2004

-GIROULT E. ; SEUX R.

Eau, environnement, santé: un enjeu majeur pour le XXIe siècle
ECOLE NATIONALE DE LA SANTE PUBLIQUE, 2002

Fait suite au symposium international "eau, environnement et santé" organisé par ENSP & Académie de l'eau en février **2000**

Pas centré spécifiquement sur les contextes de crise; plusieurs exemples en pays du sud

Charte eau et santé et charte grand public eau, santé et environnement

-MSF

Technicien sanitaire en situation précaire (en particulier camps de personnes déplacées), MSF, **1994**

-NRC

Camp management toolkit,
NRC, **2004**, 331 pages, NRC. ISBN: 827411 145-1

-NRC

Camp management toolkit,
NRC, **2008**, 598 pages,

Téléchargeable sur internet : site web : <http://www.nrc.no/camp/>

-ODI,

L'eau, l'hygiène et l'assainissement dans les situations d'urgence, **1994**

-OXFAM

Guidelines for Public Health Promotion in Emergencies, **2001**

-SIDA

Closing the loop – ecological sanitation for food security,
SIDA (Swedish International Development Cooperation Agency), **2001**

-SIDA

Reducing the risk of disasters,
SIDA (Swedish International Development Cooperation Agency), **2005**

-UNHCR

Refugee children in Malawi (a study of the implementation of the UNHCR guidelines on refugee children)
International Save the Children Alliance, **1990**

-UNICEF

Assisting in emergencies, a resource handbook for UNICEF field staff, **1986**
Chap 10 & 11 "water supplies – hygiene and sanitation"

--Von Münch, Ochs, Amy, Mwase et Fesselet, **provision of sustainable sanitation in emergency situations : role of ecosan**, 32^{ème} conférence internationale du WEDC au Sri Lanka, 2006

-Von Münch E., Amy G., et Fesselet J.F., **EcoSan can provide sustainable Sanitation in Emergency Situations with Benefits for the Millennium Development Goals**, in Water Practice & Technology vol 1 n°2, IWA publishing, 2006

-VRBA Jaroslav, **groundwater for emergency situations** – UNESCO-IHP 5 Project, **2006**

-WHO

Environmental health in emergencies and disasters, practical guide, WHO (World Health Organization), **2002**

-WHO

Guidelines for cholera control, WHO, **1993**

-WHO/PAHO

Disaster manuals and guidelines series n°5- management of dead bodies in disaster situations
PAHO (Pan American Health Organization); WHO, **2004**,

Cf. disaster-publications@paho.org

CdROM

-CICR

IDRL (International Disaster Response Laws, rules and principles) fact sheet, CICR, **2004**

The International Disaster Response Law (IDRL) est un projet initié par la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge visant à suivre les mécanismes légaux de la communauté internationale dans le but de faciliter l'action humanitaire après les catastrophes

-ECHO

ECHO Water & Sanitation, review, 2005

Dans ce CD ROM se trouve le guide de référence : Model guidelines for mainstreaming water and sanitation in emergencies, protracted crises, LRRD and disaster preparedness operations, Agua consult

Voir aussi www.europa.eu.int/comm/echo/index_en.htm

-Emergency WES (Water, environment and sanitation)

Resource Kit – UNICEF - Emergency references

Resources from UNICEF and other agencies specifically on water, sanitation and hygiene in emergencies.

-UNICEF

- *PowerPoint public health & nutrition in emergency: Water & Environmental Sanitation an Overview*
- *Emergency pocketbook, 2000?: inventories, acteurs, ouvrages, outils, kits*
- *Chapter 16 Managing Water Resources, 11 pages, 2000?*
- *Chapter 18 Developing Sanitation Systems & Approaches, 14 pages, 2000?*
- *UNICEF: Water and sanitation in emergencies, 2 pages, extrait site web*
- *UNICEF: L'eau et l'assainissement dans les situations d'urgence, 6 pages, extrait site web en français*
- *Water and Environmental Sanitation, 3 pages, support de cours*

-Oxfam

- *Management of emergency water supply and sanitation programmes (14 documents word avec découpage par chapitre) 1998?*
- *3 PowerPoint public health*
- *Oxfam Guidelines For Water Treatment In Emergencies, 2001, 40 pages - Oxfam public health engineering*
- *guidelines for excreta disposal in emergencies, 2000, 25 pages - - Oxfam public health engineering*

-Pan American Health Organization (PAHO) = regional office of the WHO

- *Emergencies and Disasters in Drinking Water Supply and Sewerage Systems: Guidelines for Effective Response, 2002, 100 pages (analyse, différents aléas et vulnérabilité, préparation et réponses aux catastrophes)*
- *Natural Disaster Mitigation in Drinking Water and Sewerage Systems Guidelines for Vulnerability Analysis, 1998, 90 pages*

-RedR

<http://www.redr.org>

-WEDC (Water, Engineering and Development Centre)

- *Emergency water supply and sanitation for cold regions (un document PDF introduction et un document PDF 96 pages) 1999*
 - *Emergency water supply/source (6 docs PDF pour un total de 300 pages) 1997*
 - *Emergency sanitation (1 doc PDF 382 pages) 2002*
 - *Emergency vector control, using chemical (1 doc pdf 134 pages) 1999*
- En 2007 WEDC publie d'autres ouvrages (hors CdROM UNICEF), en particulier :
- *Excreta disposal in emergencies, a field manual, 250 pages*
- Autres ressources WEDC fournies par TDM et téléchargeable sur web:
- *programme excel, 2001*
 - *supports de cours et exercices WATSAN*
 - *tableau aide-mémoire check list emergency situation*

-WHO

- *Environmental health in emergencies and disasters, WHO, 2002, 272 pages (ouvrage disponible au centre de doc URD)*

-the SPHERE Project, version française accessible sur site web

Supply information Water and sanitation supply catalogues from UNICEF and selected agencies, Examples of Emerging Technologies

-UNICEF

-ICRC (International Committee of the Red Cross)

-MSF

-Oxfam

Voir aussi site web: <http://www.unicef.org/wes/>
http://www.unicef.org/french/wes/index_emergency.html

-GLOBAL WASH CLUSTER

Introduction to hygiene promotion: tools and approaches
ACF, 2008

Matériel pour de meilleures pratiques, élaboré par le projet du cluster PH WASH 2007, c/- UNICEF
English-french-spanish (certains documents disponibles seulement en anglais...)

- document d'informations avec une liste sur les articles non alimentaires - promotion hygiène -(PDF 8 pages)
- *Bibliographie annotée pour la promotion de l'hygiène dans les situations d'urgence (PDF 22 pages)*
La liste des outils et ressources pour faire la Promotion de l'Hygiène (livres, manuels, modules de formation, et matériel audiovisuel) à titre de documentation de référence pour entre autres les coordinateurs WASH/EAH.
- *Descriptions génériques postes (15 p): pour les promoteurs d'hygiène et les mobilisateurs/travailleurs communautaires ainsi que d'autres possibilités de structures. Ils visent à éclairer et orienter les coordinateurs WASH/EAH et les agences chargées de la mise en œuvre, en vue d'encourager la cohérence et les normes minimales.*
- "dossier orientation" support de formation PowerPoint
- "dossier orientation" rapide- notice de mise en œuvre du stage promotion de l'hygiène
- *Doc d'info- promotion hygiène en situation d'urgence; Un court document décrivant la promotion des règles d'hygiène, en quoi elle consiste et comment la faire dans une situation d'urgence. Il est destiné aux coordinateurs WASH/EAH pour qu'ils le communiquent à toutes les parties prenantes en vue de promouvoir une compréhension commune de la promotion de l'hygiène et la constance de la qualité*
- *menu d'indicateurs pour faire le suivi de la promotion de l'hygiène à l'intention des praticiens travaillant sur le terrain, et qui est promu par les coordinateurs WASH/EAH (6 pages)*
- *La liste de l'équipement de communication indispensable pour faire la Promotion de l'hygiène pour informer les coordinateurs WASH/EAH et orienter les agences chargées de la mise en œuvre sur le terrain (3 pages)*
- *Ressources facilitateurs (28 pages, imprimé)*
Dans dossier "autres documents":
- *IRC Environmental Health Guide (459p) 2005*
- *PHAST in emergency (29p) 2005*
- *SPHEREe manuel en français (412 p)*
- *Guide pour promotion santé publique (en 2 parties: 15 p et 46p)*
- *"savoirs pour sauver" UNICEF 2002 (150 pages dont 10 dernières pages sur situations urgence et catastrophes)*
- *Behaviour Change Communication UNICEF, 2006 (244p), en anglais, prône et explicite l'approche participative, le premier chapitre dresse l'inventaire des catastrophes/crises en Asie du Sud Est (transposable)*

-Safe Water System (SWS)

Digital toolkit (système d'eau salubre)

CDC (Centers for Disease Control)

« Systèmes d'eau salubre pour le monde en développement: Manuel pour la mise en œuvre de projets de traitement et d'emmagasinage de l'eau à domicile » 1 doc PDF de 220 pages, 2002

Voir aussi site web: <http://www.bt.cdc.gov/>

CENTRE DE DOCUMENTATION RESEAU RITIMO (RECENSES DANS WINISIS) :

-BROT, Jean (sous la dir. de)

Urgence, solidarité, gouvernance et développement

LES CAHIERS DE L'ASSOCIATION TIERS MONDE, n°22, 2007, 188 P.

XXIIème journées sur le développement des 22 24 mai 2006 avec EREIA (Equipe de recherche en économie internationale de l'Artois),

-CROIX ROUGE CROISSANT ROUGE

Croix-Rouge chinoise : les défis du centenaire

CROIX ROUGE CROISSANT ROUGE, n°3, 2004/07, P. 16-19

-LELUC, Anne Charlotte

Rapport de stage, PARIS : UNIVERSITE DE CRETEIL, 2001, 22 P.

La Direction des opérations internationales de la Croix Rouge française, créée en 1998, permet de mettre en place des projets de développement à l'étranger concernant l'accès à l'eau, la sanitation et l'éducation à la santé, la formation aux premiers secours, la préparation aux catastrophes et les actions préventives et curatives de lutte contre le SIDA.

CENTRE DE DOCUMENTATION CICR

-CHALINDER, Andrew

Water and sanitation in emergencies, ODI: Good practice review, 1994

-CHESNOT, Christian; ADLER, Emmanuel, L'eau dans l'urgence / Water emergency

Hydroplus n°75, juillet-août 1997

Contient 3 articles : Les industriels sous le signe de l'humanitaire

L'eau, premier poste d'investissement des bailleurs

Une ONG prend en charge la gestion de l'eau de Kaboul

-ETIENNE, Yves; NEMBRINI, Pier Giorgio

L'eau, l'assainissement et l'environnement en situation de conflit

Schweizerische Zeitschrift für Militär- und Katastrophenmedizin/Revue suisse de médecine militaire et de catastrophes, vol 66 n°1. 1989

-ETIENNE, Yves; NEMBRINI, Pier Giorgio

Establishing water and sanitation programmes in conflict situations: the case of Iraq during the Gulf War

Social and preventive medicine/Médecine sociale et préventive, vol 40 n°1. 1995. P.18-26

-PERRIN, Pierre

Principes élémentaires d'une action d'assistance en situation d'urgence, CICR, 1984

Ce manuel décrit sous forme résumée l'évaluation initiale, la détermination des objectifs, la planification, la réalisation pratique, notamment la nutrition, la sanitation, la santé publique, la médecine curative, les programmes de formation et la surveillance d'une action d'assistance en situation d'urgence.

EVALUATIONS

-AQUASURE

Congo 2006 Unicef, Mexique 2007 Pompiers Humanitaires Français

-Groupe URD : GRUNEWALD, François ; BOYER, Béatrice ; MAURY, Hugues ; PASCAL, Peggy

Aide publique française aux pays touchés par le tsunami du 26 décembre 2004

PARIS : MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES, 2007. 93 P. EVALUATIONS. ISBN: 978.2.11.096632.2

La note Indian Ocean Tsunami 2004: 10 lessons learnt from the evaluation of the humanitarian response funded by the French state

-Groupe URD : KAUFFMANN Domitille

Réponse de Solidarités au tremblement de terre de mai 2006 à Java

-Groupe URD : Laurent SAILLARD

Rapport technique Tchad, URD mai 2008

Mai 2008

Eau et assainissement » dans les camps et zones d'accueil des déplacés et réfugiés ainsi que dans les zones possibles de retour

-Groupe URD

Final evaluation of the Rural Water and sanitation project,

Février 2007

(EC drinking water supply programme) ~ FOOD/2004/105192

Évaluation d'un projet d'eau et d'assainissement mis en place en 2005/2006 par l'ONG afghane NPO RRAA, un des partenaires de **CORDAID** (branche de la CARITAS).

-TEC

The role of needs assessment in the tsunami response

Juillet 2006

- UNEP

Water resource management in humanitarian programming in Darfur: The case for drought preparedness, Report of the UNEP mission to review water resource management at IDP camps in Darfur in February & March 2008,

UNEP, 7 Mai 2008

-Darfur: water supply; in a vulnerable environment Phase Two of Tearfund's Darfur Environment Study
25 October 2007

-Diverses évaluations récentes de l'action d'ECHO, disponibles au centre de documentation du Groupe URD

Les évaluations et rapports de terrain confidentiels ne sont évidemment pas mentionnés ici.

SPECIFIQUE EVALUATIONS

-ALNAP

Active learning network for accountability and performance in humanitarian action

<http://www.alnap.org/>

- Disasters Emergency Committee (DEC)

The Disasters Emergency Committee (DEC) is made up of 13 member agencies which provide humanitarian aid in times of disaster (à dominante catholique)

<http://www.dec.org.uk/>

- Portail évaluations francophones

<http://www.evaluation.francophonie.org/>

MOTEUR DE RECHERCHE type google

-Adams, John

Managing water supply and sanitation in emergencies

OXFAM, 1999. 176 P. ISBN: 0855983797

-CICR

El agua en los conflictos armados

CICR ; GINEBRA, **1994**. 11P.

En période de conflit, l'approvisionnement en eau est souvent perturbé, voire entièrement coupé. Aussi les actions du CICR liées à l'eau et à l'assainissement sont elles devenues un élément de plus en plus important de ses opérations d'assistance et de protection des victimes de la guerre.